



# Achever l'union économique et monétaire européenne

Position paper – juillet 2014

**"L'UEM, qui représente bien davantage que la proposition débattue actuellement, est indispensable pour rétablir la confiance dans le projet européen. Seuls son achèvement et sa mise en œuvre complète permettront d'encourager les investissements et de stimuler la croissance et l'emploi."**

Joost van Iersel, corapporteur de l'avis

"Achever l'UEM – La prochaine législature européenne"

## Introduction

L'Union économique et monétaire européenne (UEM) devrait viser à la prospérité, à la stabilité et à l'amélioration de la qualité de vie des citoyens de l'UE. Telle était la vision des dirigeants de l'UE qui ont mis sur pied l'UEM en 1992 à Maastricht et instauré l'euro en 1999.

Mais la crise économique et financière de 2008 a ébranlé l'Europe jusque dans ses fondements et a révélé les vices systémiques de la conception de l'UEM: une union monétaire composée d'États aux structures disparates, dépourvue de budget commun et d'une politique économique collective n'a pas été en mesure d'absorber le choc.

Une union bancaire pleine et entière, et une prise de décision commune en matière de politique économique et budgétaire, alliées à un pilier social et politique renforcé, sont nécessaires pour lever les contradictions inhérentes à ce système; tel est le point de vue du Comité économique et social européen (CESE). Dans un avis de prospective, ce dernier établit une feuille de route à l'intention de la future Commission européenne et du Parlement européen nouvellement élu, et demande l'achèvement de l'UEM afin de rétablir la confiance et de créer les conditions propices à la croissance, à l'emploi et à l'investissement.

## La timide réaction politique de l'Union européenne à la crise

Pour réagir à la crise, l'UE a apporté des changements afin de renforcer la coordination des politiques économiques et la surveillance budgétaire. Le paquet législatif relatif à la surveillance économique (*six-pack*), le paquet relatif à la surveillance budgétaire (*two-pack*), le pacte budgétaire et le semestre européen constituent tous des mesures importantes, mais il y a lieu de les rééquilibrer et d'améliorer leur mise en œuvre par les gouvernements. De surcroît, il convient d'associer davantage les parlements nationaux, les partenaires sociaux et les organisations de la société civile au processus de coordination des politiques qu'est le semestre européen, qui pêche par excès de technocratie et par défaut de transparence et de démocratie.

En 2012, le président du Conseil européen, Herman Van Rompuy, a publié un rapport intitulé *Vers une véritable union économique et monétaire*, auquel la Commission a contribué au moyen de sa communication sur un *Projet détaillé pour une union économique et monétaire véritable et approfondie*. Le CESE s'est félicité de ce rapport dans ses avis antérieurs, car celui-ci recèle des éléments importants d'action politique. Toutefois, il déplore le tiède accueil qu'ont réservé les gouvernements à ce rapport; aussi, il met en garde, au vu également des résultats des récentes élections européennes, contre les tensions entre gouvernements, qui risquent de faire de l'euro une pomme de discorde plutôt qu'une force d'union, de raviver les

nationalismes et de mettre en danger l'avenir de l'UE. Il est nécessaire d'agir rapidement pour restaurer la confiance et d'établir dans le même temps une stratégie à long terme pour une union économique et politique complète. En l'absence de ces dernières, l'UEM ne peut pas survivre.

## La position du CESE: des propositions concrètes et tangibles à court, à moyen et à long termes

Les États européens ont besoin les uns des autres pour prospérer. L'UEM est importante aussi bien pour les États membres de la zone euro que pour ceux qui n'y appartiennent pas. En effet, dans le contexte actuel de mondialisation, la souveraineté est mieux assurée dans un cadre politique économique commun. Toutefois, les États membres doivent réaliser de profonds ajustements économiques et structurels pour parvenir à la convergence.

L'avis du CESE présente les éléments essentiels d'une feuille de route pour la prochaine législature européenne définissant, avec des délais précis, les démarches nécessaires pour établir l'UEM comme une union de la croissance et de l'emploi.

## Un plan immédiat pour la croissance et l'emploi

L'UE peut prendre un certain nombre de mesures d'urgence sans modifier la législation en vigueur. La première doit consister à lancer un véritable plan européen pour la croissance et l'emploi, fondé sur les investissements publics et privés, un "New Deal européen", qui permettrait de rembourser la dette. Ce plan devrait comprendre:

- l'émission d'euro-obligations par la Banque européenne d'investissement et par le Fonds européen d'investissement, afin de financer les petites et moyennes entreprises (PME), les infrastructures, les projets environnementaux et autres;
- des investissements publics des États membres, y compris dans le secteur social, afin de mobiliser les financements privés;
- une transition des politiques d'austérité vers des réformes convenues en commun qui créent une croissance durable et accroissent la productivité;
- des mesures en faveur de la croissance, de l'emploi et de la protection sociale, associées aux règles de gouvernance de l'UEM;
- une pleine mise en œuvre et appropriation par les États membres des programmes nationaux de réforme dans le cadre du semestre européen, qui devrait faire l'objet d'un suivi et d'un réexamen par les parlements nationaux, les acteurs concernés de la société civile et la Commission.

**"L'UEM, telle qu'elle existe, est un système économique et juridique anachronique, qui s'est avéré totalement inefficace face à la crise. Par conséquent, nous proposons de mettre en place, au cours des cinq prochaines années, les piliers qui lui font défaut. Pour chacun d'entre nous, en tant qu'Européens, il s'agit d'un véritable défi. Les dirigeants politiques seront-ils en mesure de le relever?"**

Carmelo Cedrone, corapporteur de l'avis

"Achever l'UEM – La prochaine législature européenne"

## Pour la prochaine législature: une approche à quatre piliers

Il se peut que les propositions du CESE pour les cinq prochaines années requièrent des modifications du traité sur l'UE, qu'il conviendra d'expliquer clairement et de mettre en œuvre avec courage. Une UEM complète et durable doit être fondée sur quatre piliers:

**1. Le pilier monétaire et financier** doit comprendre la mise en œuvre d'une véritable union bancaire étayant un marché paneuropéen des capitaux tout en protégeant les contribuables contre des prises de risques excessives. Les procédures décisionnelles au sein du mécanisme de surveillance unique et du mécanisme de résolution unique doivent être plus rapides. La Banque centrale européenne doit bénéficier d'une autonomie complète et d'un statut équivalent à celui d'autres banques situées en dehors de la zone euro, jouer un rôle de prêteur en dernier ressort, et soutenir la croissance et l'emploi en plus de la stabilité financière. À cet égard, l'octroi de crédits, en particulier aux start-ups et aux PME, doit figurer parmi ses priorités.

**2. Le pilier économique** (tant micro- que macroéconomique). Le CESE réclame un système plus solide de gouvernance économique pour la zone euro. La Commission devrait développer plus avant sa proposition sur les contrats de réforme contraignants entre l'UE et les États membres et les mécanismes de solidarité qui y sont associés, afin de stabiliser les relations entre les économies nationales et d'apporter une réponse européenne aux chocs asymétriques subis par certains pays. Si leur mise en œuvre est assortie de la légitimité démocratique requise, de tels partenariats favoriseront la cohésion et la confiance de la population, deux éléments cruciaux pour dissiper les inquiétudes liées à la souveraineté nationale.

À moyen terme, la zone euro devrait également prendre des mesures pour lever ses propres fonds grâce à des taxes ou leviers ciblés afin de soutenir les États plus faibles et les groupes sociaux vulnérables en cas de chocs asymétriques (budget de la zone euro). Enfin, à la lumière des conclusions récentes de son groupe d'experts, la Commission devrait présenter une proposition pour lutter contre la dette souveraine – sans décharger les autorités nationales de leurs responsabilités, mais en contrant l'influence des spéculateurs financiers. Le CESE invite instamment la nouvelle Commission à prendre l'initiative en proposant la législation nécessaire, en définissant un calendrier et en indiquant quels sont les changements du traité requis.

Au niveau microéconomique, les politiques industrielles et sectorielles sont cruciales pour la croissance de l'UE. L'énergie, les transports, la recherche, la fiscalité des entreprises, le marché de l'emploi et la mobilité des travailleurs: les décisions dans tous ces domaines ont une incidence sur les budgets nationaux et devraient dès lors être adoptées selon une approche commune.

De manière générale, "la zone euro ne peut se permettre de continuer à avoir la même monnaie et des politiques économiques divergentes", indique l'avis.

**3. Le pilier social.** L'UEM a également besoin de solides politiques sociales. La stratégie Europe 2020 de l'UE vise une croissance inclusive, ce qui implique de remédier à l'incidence sociale des réformes économiques. Le chômage des jeunes, par exemple, est une préoccupation majeure. L'UE et les États membres doivent assumer ensemble leurs responsabilités en ce qui concerne l'amélioration des conditions de vie et de travail. Des mesures doivent être prises pour relancer la création d'emplois, réformer les politiques en matière d'éducation et de soins de santé, protéger les droits des consommateurs, assurer l'égalité entre les sexes, et bien d'autres choses encore. Le dialogue social est indispensable à tous les niveaux.

**4. Le pilier politique.** L'UE, et la zone euro en particulier, doivent veiller à ce que le processus décisionnel repose sur une démocratie et une responsabilité accrues afin de restaurer la confiance du public. L'ensemble du processus d'intégration est passé au crible et les citoyens veulent être sûrs que leur voix est entendue. L'Eurogroupe doit devenir le représentant institutionnel des États membres de la zone euro, capable de parler d'une seule voix, d'agir rapidement et d'intervenir pour éviter les crises. Son action doit être surveillée par les membres du Parlement européen issus de la zone euro ("Europarlement"). Les décisions nécessaires à l'achèvement de l'UEM peuvent aussi être prises sur la base d'une coopération renforcée.

## À long terme: une union politique complète comme point de repère

Le CESE estime qu'il sera nécessaire, à long terme, de réfléchir sérieusement à la manière d'approfondir l'UE dans son ensemble. Une nouvelle Convention devrait être mise en place pour redéfinir la structure institutionnelle de l'UE, de manière à ce que les députés européens puissent être élus sur des listes européennes constituées de partis transfrontaliers, le président de la Commission soit élu directement et le Conseil se transforme en un "Sénat d'États". Ce cadre pourrait également servir à redéfinir les responsabilités politiques de l'UE et sa capacité à agir en cas de non-respect des règles par les États membres. La Convention devrait terminer ses travaux avant les prochaines élections de 2019.

## La simplification, maître mot de la communication

La restauration de la confiance du public dans l'UE requiert une bonne communication. Les médias sociaux, par exemple, pourraient être utilisés plus activement pour rester en contact avec la population et expliquer les avantages de l'intégration européenne.

Pendant trop longtemps, le débat sur l'UEM a été dominé par les experts techniques, alors qu'il porte fondamentalement sur des questions politiques ayant une grande influence sur la vie quotidienne des citoyens. La société civile et les partenaires sociaux doivent pouvoir jouer un plus grand rôle en matière de communication: le CESE insiste pour que ce rôle consiste à la fois à informer les citoyens et les entreprises, et à relayer leurs points de vue auprès des autorités européennes.

L'avis conclut que "L'Europe doit cesser de donner l'impression d'être une tour d'ivoire, comme le ressent une grande partie de l'opinion publique. [...] Ce "nouveau récit" pour l'Europe devrait commencer par une stratégie de communication et de simplification conjointe de la Commission, des États membres, des partis politiques et de la société civile".

### Informations complémentaires

#### Page thématique du CESE:

[www.eesc.europa.eu/?i=portal.fr.economic-monetary-union](http://www.eesc.europa.eu/?i=portal.fr.economic-monetary-union)

#### Avis du CESE:

[www.eesc.europa.eu/?i=portal.fr.eco-opinions&itemCode=29304](http://www.eesc.europa.eu/?i=portal.fr.eco-opinions&itemCode=29304)

#### L'UEM à la Commission européenne:

[http://ec.europa.eu/economy\\_finance/euro/emu/index\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/economy_finance/euro/emu/index_fr.htm)

#### Rapport Vers une véritable union économique et monétaire:

[www.ecb.europa.eu/ssm/pdf/4preport/fourpresidentsreport2012-12-05FR.pdf](http://www.ecb.europa.eu/ssm/pdf/4preport/fourpresidentsreport2012-12-05FR.pdf)